

INSPECTION DU TRAVAIL D'EL-TARF

# Augmentation constante des infractions en 2008

**Selon l'inspecteur du Travail de wilaya, la structure dont il a la charge «a enregistré durant l'année 2008 le nombre de 20 000 infractions relatives à la non-application de la réglementation et de la législation régissant le monde du travail, tandis qu'en 2007, il n'a été relevé que 12 981 infractions».**

«C'est infractions ont été constatées lors des 1 675 visites effectuées dans les différents chantiers de réalisation de divers projets dans la wilaya d'El-Tarf et ce, en touchant plus de 48 000 travailleurs activant dans les secteurs public et privé, national et étranger respectivement», ajoutera le même responsable.

Le commis de l'Etat martèlera que «les infractions relevées et identifiées durant les deux exercices indiqués sont pratiquement identiques et ont trait notamment à l'absence de permis de travail, à la non-déclaration à la Sécurité sociale, aux mauvaises conditions de travail, au non-respect des échéances pour le paiement des salaires, au recrutement anarchique et illégal des travailleurs et au manque d'hygiène et sécurité».

Concernant le volet des retards pour le paiement des salaires, l'inspecteur du Travail soulignera que «lors des inspections effectuées sur le terrain et compte tenu des

renseignements collectés, il s'est avéré que certaines entreprises accusent un déficit financier. Par conséquent, elles ne peuvent honorer dans les temps contractuels le salaire de leurs employés, d'où parfois la nécessité de faire appel à des fonds extérieurs pour y remédier conjoncturellement». Cette situation est vécue aussi par certaines administrations publiques telles que les APC dont les budgets sont déficitaires et qui ne peuvent assurer à leurs employés que le paiement de huit mois sur 12, à titre d'exemple, en attendant les subventions d'équilibre dégagées par l'Etat pour la satisfaction des dépenses incompressibles.

Le même responsable expliquera que «contrairement à 2008, l'exercice 2007 s'est caractérisé par une notification de 1 149 actes d'infraction contre 1 070 dressés en 2008». Les mêmes services ont dressé au courant de l'exercice 2008, 45 procès-verbaux de conciliation, 515 de non-

conciliation et enregistré 654 plaintes individuelles dont 315 proviennent des travailleurs des secteurs de la construction, travaux publics et hydraulique, et 203 émanent de celui de l'industrie.

En 2007, il avait été dressé 86 procès-verbaux de conciliation, 637 de non-conciliation et l'enregistrement de 43 plaintes individuelles seulement. Dans les deux exercices, ces plaintes ont trait notamment à la non-application des textes régissant les différents secteurs d'activité d'une manière générale telle que la réintégration au poste de travail initial, les indemnités liées au licenciement, heures supplé-mentaires ou congés. Le secteur d'activité le plus visité demeure celui des services qui emploie plus de 7 000 travailleurs, suivi de celui des travaux publics et hydraulique où exercent 35 000 travailleurs, avec environ 470 visites.

Le secteur de l'industrie, qui occupe plus de 6 000 travailleurs, a fait l'objet de 197 visites alors que celui de l'agriculture qui emploie 534 fonctionnaires a reçu 24 visites d'inspection.

Abordant un autre volet, le

premier responsable de l'inspection du Travail a tenu à souligner que «ces services ont reçu en audience, durant l'exercice 2008, 3600 travailleurs, 93 chefs d'entreprise et 1597 représentants des travailleurs».

A titre comparatif, en 2007, les services de l'inspection de Travail ont reçu 165 chefs d'entreprise et 3 289 travailleurs tous secteurs confondus. Ces derniers s'attardent, entre autres, sur «la conception des règlements intérieurs, convention collective, les règles régissant le recrutement, les droits des travailleurs et les indemnités de la Sécurité sociale, notamment dans le cas où le siège social de l'entreprise se trouve en dehors de la wilaya d'El-Tarf».

Devant cette situation et la non-maîtrise des textes régissant le monde du travail, l'inspection du Travail de wilaya a programmé deux journées d'information et de sensibilisation pour l'année en cours. «Les dates de ces dernières seront arrêtées en étroite collaboration avec les chefs d'entreprise et les représentants des travailleurs», conclura le même responsable.

Daoud Allam

HÉBERGÉES DANS UNE SALLE DE SPORT DEPUIS 2001 À ALGER

# Des familles sinistrées de Béni-Messous attendent leur relogement

**Placées provisoirement dans une salle de sport au niveau du stade de Béni-Messous, onze familles attendent depuis 2001 leur relogement.**

Ces sinistrés ont été affectés à cet endroit suite aux inondations qui ont touché la capitale à cette période. Ils ont été évacués du bidonville où ils résidaient par les pompiers et les services concernés de cette localité avec promesse de les reloger dans un délai ne dépassant pas les 20 jours, raconte Rachid, un père de famille de trois enfants et dont la mère est décédée dans ce hangar où il n'existe aucune condition de vie. «Nous disposons d'un seul

sanitaire que les joueurs qui viennent au stade utilisent aussi. Le seul robinet qui nous alimente en eau reste sec pendant parfois plus d'une semaine», témoigne-t-il. La vie dans cette salle ne leur laisse pas de place à l'intimité. Les onze familles se servent de bâches en guise de mur de séparation.

Dans l'ancien bidonville qu'ils avaient occupé pendant plus de dix années, ces sinistrés affirment que d'autres personnes ont érigé de nouvelles bâtisses sans qu'elles soient inquiétées. «Dans ce hangar couvert par un toit d'amiante, nos enfants sont tombés tous malades. Certains sont devenus

asthmatiques et d'autres souffrent de tous types d'allergies», ajoutent encore notre interlocuteur.

Après dix ans d'attente, aucune solution ne semble se profiler à l'horizon pour des familles qui espèrent vivre un jour dans un logement décent. Les lettres adressées aux responsables de l'APC, au chef de daïra de Bouzaréah et au wali d'Alger sont restées lettre morte, indique par ailleurs Rachid qui a confié la garde de ses trois petits enfants à sa mère qui occupe une pièce avec une petite cuisine, dans un vieux bâtiment, sur les hauteurs de la ville d'Alger.

R. R.

SKIKDA

# La cité Espérance abandonnée

**Les habitants de la cité Espérance, notamment dans sa partie appelée «Numérique», vivent le calvaire. 140 familles y sont confrontées aux problèmes d'éclairage public, de dégradation du cadre de vie.**

Le règlement progressif de l'alimentation en eau potable qu'a subi la cité depuis des années est la seule bonne action dont peuvent se prévaloir les pouvoirs publics.

Le problème de la pression s'est toujours posé, les locataires des étages supérieurs en savent quelque

chose. Certains résidents souffrent aussi d'une véritable ségrégation. Ainsi «la partie inférieure de la cité, appelée l'Alphabet, est mieux nantie en matière de projets intervenant dans le cadre de vie des citoyens», nous rapporte un citoyen.

Et d'ajouter : «Un jour nous avons apostrophé un

entrepreneur qui a engagé des travaux sur une chaussée. Quand on l'a interrogé, il a déclaré qu'il s'est trompé de cité ! Le pire, c'est qu'il n'a même pas remis le sol en état.»

A la tombée de la nuit, le quartier est plongé dans le noir. Situation accentuée par l'état de dégradation des tronçons. «Nous sommes dans un village», dira ironique un habitant. Le cas de la cité Espérance plus particu-

lièrement dans sa partie Alphabet a suscité des doutes dans l'esprit d'un habitant : «Peut-être que nous relevons d'une autre commune que celle de Skikda, sans qu'on le sache !» Et dire qu'après 40 ans d'existence, des travaux auraient dû être entamés en vue d'améliorer le cadre de vie des locataires. Au bout du compte, elle mérite bien son appellation : Espérance.

Zaid zoheïr

ORAN

# Le Palais de la culture en chantier

«Les travaux de réhabilitation du Palais de la culture seront entamés incessamment», nous confirma la directrice de la culture, M<sup>me</sup> Moussaoui.

Ainsi, après une longue attente, les travaux devraient commencer pour une durée non encore déterminée. Cette opération de réhabilitation touchera le bâtiment du Palais de la culture ainsi que le siège de la direction de la culture d'Oran. Ce projet est partagé en quatre volets : la maison de la culture et son jardin, le siège de la direction de la culture et son système de chauffage. Les quatre entreprises algériennes retenues pour la réalisation de ce projet se chargeront du confortement et de la réhabilitation des deux bâtisses, de l'intérieur et de l'extérieur. Pour sa réalisation, une enveloppe de 9 milliards de centimes a été débloquée.

La directrice nous a assuré que durant la période de réalisation du projet, les activités culturelles inscrites au programme du Palais de la culture suivront leur calendrier comme prévu. Concernant le délogement de l'administration et des associations qu'abrite la bâtisse en question, la directrice nous a confirmé qu'elle va se charger de résoudre ce problème.

En parallèle, d'autres travaux sont entamés au musée municipal Ahmed-Zabana. Selon la directrice, «cette troisième phase de travaux consiste à réhabiliter la façade du musée ainsi que son système d'étanchéité». Pour le programme culturel, la direction organisera une exposition photo, dans le cadre de la célébration de la Journée du chahid, pour ce 18 février. Tandis que pour le 20, la célébration de la fête de la ville sera à l'ordre du jour.

D'autre part, on saura que 26 filles ont été présélectionnées pour rejoindre le ballet national qui va être créé incessamment. Dans le cadre de la préparation du bal africain, la direction a réuni toutes les troupes que compte la ville d'Oran et ce, pour garantir une meilleure participation.

Ben Aziz

GUELMA

# Le coordinateur de l'unité poste suspendu

Une nouvelle affaire éclabousse les services d'Algérie Poste à Guelma. Ainsi, le coordinateur de l'unité poste de la wilaya de Guelma (UPW) vient d'être suspendu de ses fonctions par la direction générale de l'entreprise publique, dans l'attente de sa comparution devant le conseil de discipline. Les griefs retenus contre le cadre sont «la mauvaise gestion et le comportement indécent dans l'exercice de ses fonctions». Il a été dénoncé par la section syndicale de cet organisme public, qui avait saisi par écrit le président de la République et les autorités locales.

Dès lors, la direction générale d'Algérie Poste, dès la découverte du «mauvais comportement» en question qui ne l'honore nullement, a décidé de suspendre le coordinateur, et de dépêcher une commission d'enquête sur les lieux.

Au sein d'Algérie Poste un intérimaire a été aussitôt désigné, il s'agit de M. Foudhil Douhane qui occupait au sein de cette unité les fonctions de sous-directeur. Il a derrière lui 30 années d'exercice.

B. A.